



Canadian Archaeological Association
Association Canadienne d'Archéologie

Bureau du Premier ministre
80 Wellington St.
Ottawa K1A 0A2

Le 29 novembre 2012

Monsieur le Premier Ministre,

Nous, les membres de l'Association canadienne d'archéologie, vous écrivons pour vous exprimer notre inquiétude quant à l'attitude du gouvernement envers le patrimoine collectif des Canadiens et, de fait, envers le patrimoine collectif de l'humanité. Votre gouvernement semble déterminé à miner la possibilité, pour les Canadiens et les institutions que nous avons créées, de connaître, honorer et chérir l'histoire de la terre que nous partageons et des gens qui l'ont occupée depuis des temps immémoriaux.

À la suite des coupes dévastatrices intervenues à Parcs Canada du fait de la Loi C-38, nous joignons nos voix à celles d'au moins dix-huit autres organisations internationales qui dénoncent l'amputation du programme fédéral d'archéologie. Ces déclarations peuvent être consultées sur notre site Internet : <http://canadianarchaeology.com/caa/fr/coupures-massives-parcs-canada>.

Un certain nombre d'activités de notre organisation sont compromises par le mandat actuel du gouvernement. Par exemple, le Conseil des Sciences humaines et sociales du Canada vient de supprimer le financement d'un programme qui nous permettait d'accorder une bourse de voyage aux étudiants présentant des conférences lors de nos réunions annuelles.

Aujourd'hui, nos membres, inquiets des changements récents survenus dans le nom et le mandat du Musée canadien des Civilisations, qui deviendra sous peu le Musée canadien de l'Histoire, nous ont incités à vous écrire. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement fédéral a manifesté un renouveau d'intérêt pour l'histoire canadienne et a consacré 25 millions de dollars au renouvellement de la programmation de ce musée phare du Canada. Nous reconnaissons également la nécessité de célébrer le bicentenaire de la Confédération. Mais nous nous préoccupons du fait que ce nouveau mandat accordera une place disproportionnée à l'histoire du Canada postérieure à la Confédération, aux dépens de l'histoire de l'humanité et de nos accomplissements culturels dans leur ensemble, et en particulier de ceux des peuples qui ont occupé ces terres depuis des temps immémoriaux.

Nous nous inquiétons d'un certain nombre de changements apportés à la Loi sur les musées : tout d'abord, le fait que le Musée canadien de l'histoire ait pour mission « d'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures », représente un rétrécissement du mandat du Musée canadien des Civilisations, tel qu'il a été défini dans la Loi sur les musées. Jusqu'à ce jour, sa raison d'être était « d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des

comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent ».

En outre, l'omission des termes « recherche, postérité et collection » ne paraît pas refléter toute l'importance conférée depuis longtemps par le musée à la recherche et aux collections, ce qui lui a valu nombre d'éloges. Nous trouvons ce fait troublant.

Nous avons la plus grande confiance en nos collègues de la Société du Musée canadien des Civilisations et en leurs compétences professionnelles qui résultent de vies entières passées à connaître, conserver et présenter des informations au sujet de notre patrimoine collectif. Nous avons l'espoir que ces conservateurs, concepteurs d'expositions et professionnels de recherche au Musée canadien de l'Histoire conserveront leur autonomie pour présenter des récits inclusifs, objectifs et exacts historiquement, et pour augmenter les collections du MCC qui constituent une immense ressource pour les chercheurs qui travaillent régulièrement au musée. La récente suppression du poste de vice-président à la recherche et aux collections, et la fusion des divisions de la recherche et des expositions au MCC/MCH constituent également pour nous une source de préoccupation. Le MCC est inestimable pour les Canadiens, non seulement parce qu'il produit des expositions au sujet du passé du Canada et parce qu'il célèbre ce passé, mais aussi parce qu'il est un *producteur* de savoir au sujet de ce passé.

Durant des décennies, le Canada a été un chef de file en matière de droits humains, de politiques progressistes, de justice sociale, de gestion environnementale, et un avocat du patrimoine naturel et culturel. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'anthropologie et l'archéologie sont des sciences sociales. Il est devenu évident que ce gouvernement croit que la science qui n'est pas au service des intérêts corporatifs ne doit pas être soutenue dans ce pays.

Les objectifs de l'Association canadienne d'archéologie sont exposés ici : <http://canadianarchaeology.com/caa/fr/about/objectives>. Vous y verrez qu'ils comprennent le fait de « promouvoir les activités avantageuses pour l'archéologie et décourager les activités nuisibles à l'archéologie », ainsi que de « défendre la cause de l'archéologie dans des forums et sur la scène nationale ».

Nous redoutons que les changements proposés au Musée canadien des Civilisations, à présent le Musée canadien de l'Histoire, ne reflètent une nouvelle utilisation de l'histoire à l'appui de l'agenda politique des gouvernements. L'histoire et la préhistoire de ce magnifique pays ne devraient pas faire partie du jeu politique.

Sincèrement vôtre,



William Ross, Président
189 Peter Street
Thunder Bay, Ontario P7A 5H8
wiross@tbaytel.net



Jennifer Birch, Vice-Présidente
250A Baldwin Hall, Jackson St.
Athens, Georgia 30602-1619
jabirch@uga.edu